

---

## Bureau communautaire du 21 FEVRIER 2022

### DÉLIBÉRATION N° 2022-BC-1S-AT-02

## CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION LA RIVIERA DU LEVANT ET LA MISSION LOCALE DE GUADELOUPE

---

L'An Deux Mille Vingt-deux, le 21 février, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération « La Riviera du Levant », dûment convoqué, s'est réuni en distanciel, en séance publique, sous la présidence de Monsieur CORNET Cédric, Président, pour délibérer des questions inscrites à l'ordre du jour de la présente assemblée intercommunale.

**PRÉSENTS :** MM. Cédric CORNET - Bernard PANCREL - Mmes Nicole, Edouard SOLVAR épouse SINIVASSIN - Liliane MONTOUT - M. Guy BACLET – Mmes Myriam BROSIUS - Wennie MOLIA - Nanouchka LOUIS - Mélila PHOUDIAH.

**EXCUSÉS:** MM. Loïc TONTON - Jean-Luc PERIAN (Procuration à Richard ALBERT) - Richard ALBERT.

**ABSENTS :** Mme Muguette DAIJARDIN - M. Patrice PIERRE-JUSTIN – Mme Nadia CELINI.

<b>Date de la convocation :</b>	<b>15 Février 2022</b>
<b>Date d'affichage :</b>	<b>15 Février 2022</b>
<b>Nombre de conseillers en exercice :</b>	<b>15</b>
<b>Nombre de présents :</b>	<b>09</b>
<b>Nombre de votants :</b>	<b>09</b>
<b>Secrétaire de séance :</b>	<b>Nanouchka LOUIS</b>

**Le BUREAU COMMUNAUTAIRE,**

**Entendu le rapport de Mme la Vice-Présidente, Nicole SINIVASSIN :**

La mission locale de Guadeloupe a pour objet de faciliter l'accès des jeunes de 16 à 25 ans vers l'emploi et favoriser leur insertion sociale.

La convention entre la CARL et la Mission Locale a pour objectif de mettre en œuvre des activités d'insertion auprès du public jeune à travers notamment, la mise en place d'espace d'insertion numérique et des ateliers Pix emploi. Ainsi, 1 255 jeunes âgés de 16 à 25 ans résidant sur le territoire de la CARL, bénéficieront d'un accompagnement par la Mission Locale dans le cadre de la convention.

Les élus de la commission développement social ont émis un avis favorable et proposent d'attribuer à l'association, une subvention d'un montant de 30 000 € annuel.

Une convention définira les priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de ce partenariat, déclinée sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

**et après en avoir débattu,**

**VU** le Code Général des Collectivités territoriales ;

**VU** l'article 10 de la loi n°2000-321 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU la délibération n°CC-2016-9S-DAJA-43 du 22 décembre 2016 relative à la définition de l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération la Riviera du Levant ;

VU les statuts de la Communauté d'Agglomération la Riviera du Levant (CARL) ;

VU la convention de partenariat ;

**Considérant** le rapport de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération ;

**Considérant** l'avis favorable de la commission développement social du 26 octobre 2021 ;

**Considérant** l'intérêt de ce partenariat visant à lutter efficacement contre le chômage des jeunes et les phénomènes d'exclusion.

## DELIBERE

**ARTICLE 1** : D'approuver l'établissement de la convention de partenariat avec la Mission locale, jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : D'attribuer une subvention de **30 000,00 €** (trente mille euros) à la Mission Locale pour mener des actions visant à favoriser l'insertion des jeunes de 16 à 25 ans sur le territoire de la CARL.

**ARTICLE 3** : D'autoriser le Président à signer tout acte relatif à la bonne exécution de cette affaire.

**ARTICLE 4** : D'imputer la dépense correspondante sur la section de fonctionnement du budget communautaire.

**ARTICLE 5** : De donner mandat au Président de la CARL et à la Trésorière Principale pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération.



Acte rendu exécutoire après  
envoi en Préfecture le

Et publication ou notification le

**Fait et délibéré ce jour**

**Pour extrait conforme,**

### LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION LA RIVIERA DU LEVANT

  
Cédric CORNET 

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre ;
- Notifié aux maires du Gosier, de Sainte-Anne, de Saint-François et de la Désirade ;
- Notifié au Trésorier de Sainte-Anne.

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues – 97100 Basse-Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 3 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*